



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Lieutenant-colonel
Pascal AVONTURE
groupe D4

Fiche de géopolitique

OBJET : sujet n° 3 / La construction européenne vous semble-t-elle évoluer vers une Europe puissance ?

P. JOINTE(S) : néant

A l'heure où le projet de Constitution européenne est soumis aux référendums nationaux, dont les résultats sont loin d'être acquis, il est légitime de se poser la question suivante : la construction européenne semble-t-elle évoluer vers une Europe puissance ?

Si l'Europe en effet ne constitue pas pour l'instant un réel contrepoids militaire aux Etats-Unis, elle a néanmoins pour l'instant une dimension réelle dans les domaines économique et diplomatique. Est-elle néanmoins capable d'acquérir une dimension supplémentaire qui puisse lui donner à terme la stature de puissance ?

Si l'Europe a tous les atouts propres à acquérir ce statut, il est indéniable que la route est encore longue et qu'il est trop tôt pour se prononcer de manière catégorique.

Deuxième puissance économique mondiale, talonnant les Etats-Unis, la toute jeune Union à 25 regroupe 455 millions d'habitants, troisième poids démographique derrière la République Populaire de Chine et l'Inde. Elle est par ailleurs la première puissance commerciale au monde. Ces données suffisent à elles seules à faire monter en puissance le degré de coordination nécessaire pour acquérir le statut d'Europe-puissance.

C'est ce que l'Europe tend à faire en se dotant d'outils nouveaux. La Stratégie européenne de sécurité qui fut adoptée par tous les Etats membres (comprenant les futurs Etats membres) le 12 décembre 2003 définit les objectifs stratégiques de l'UE, visant à faire face aux menaces et construire la sécurité dans le voisinage de l'Union européenne. Ce document lie les aspects interne et externe de la sécurité de manière indissociable. L'Europe se donne pour ambition de pouvoir agir avant qu'une crise ne se produise en utilisant tous les moyens d'action nécessaires (politique, militaire, économique, ...). Elle a pour objectif également de maintenir des relations de bon voisinage et de stabilisation

politique à ses frontières, donnée fondamentale car en s'élargissant l'Europe se rapproche de zones instables. Pour ce faire elle fait bénéficier ceux-ci d'avantages économiques, sous forme de partenariats, tout en les aidant à surmonter leurs problèmes politiques, forte de l'expérience des Balkans.

Cette stratégie implique de se doter de capacités militaires adaptées, flexibles et mobiles qui puissent se mettre aussi bien au service de l'ONU, de l'OTAN (pour les pays européens membres) qu'à sa propre initiative. Pour acquérir ces capacités militaires, l'Europe doit consacrer davantage de ressources à sa défense mais surtout rationaliser ses moyens et les mutualiser, afin d'éviter les duplications et de réduire les coûts. Elle a pour cela identifié ses lacunes en matière de capacités militaires.

D'autres défis à relever lui permettront également de développer cette capacité de gestion des crises : le partage du renseignement, une voix diplomatique unie, le partenariat stratégique avec l'OTAN et les Etats-Unis.

L'Europe a montré qu'elle était capable d'agir en s'engageant dans le cadre des missions de Petersberg : stabilisation en Macédoine (opération Concordia) en remplacement de l'OTAN mais avec ses moyens, opération Artémis en République démocratique du Congo qui a montré que l'Europe pouvait engager ses moyens sous délais courts, en toute autonomie et loin de chez elle. Ces succès ont conduit à la création de groupements tactiques de réaction rapide (battle groups) nationaux ou multinationaux de 1500 hommes chacun. Par ailleurs l'Europe s'est dotée d'une gendarmerie européenne qui a pour mission de stabiliser une situation après un conflit ou de prévenir l'apparition d'une crise.

Même si elle est encore très loin d'acquérir le statut de puissance, l'Europe avance à petits pas dans ce sens. Mais des blocages sont à craindre et pourraient, si ce n'est lui refuser définitivement ce statut, en reculer l'échéance à long terme.

Tout d'abord le consensus est difficile à trouver dans l'Europe pour plusieurs raisons : double langage britannique, crispations nationales, inquiétudes des « petits pays », fractures entre anciens et nouveaux membres, ... Il devient évident, face à ces blocages, que le risque de voir apparaître une Europe à plusieurs vitesses est réel. Les divergences de projets européens conduisent en effet à des luttes pour la répartition des pouvoirs entre états membres. Cette intégration différenciée peut arriver très rapidement en cas d'échec dans l'adoption du projet de Constitution.

L'Europe doit faire face à de nombreux défis. Le premier de ceux-ci tient à la perception négative par les opinions publiques des effets sociaux, commerciaux et migratoires alors que la perception du monde politique dans son ensemble est plutôt positive et enthousiaste. Ce fait a des implications électorales nationales qui conduisent les pays membres à freiner l'intégration en appliquant des mesures à caractère transitoire.

Le deuxième défi pour l'Europe résidera dans la complexité de sa gestion occasionnée par son élargissement, le consensus devenant mécaniquement plus difficile à obtenir. En outre certains états membres font reposer leur sécurité sur l'OTAN et les Etats-Unis, marginalisant la politique européenne de sécurité et de défense. En effet l'inclination proaméricaine des nouveaux pays risque d'affaiblir la volonté européenne d'acquérir une dimension stratégique.

L'Europe, avec son élargissement, doit également intégrer ses nouveaux voisins dans un concept de politique de voisinage. Elle s'est en effet rapprochée des zones moyen-orientales et maghrébines (via Chypre et Malte), balkaniques (avec la Slovénie et la Hongrie), russes, biélorusses et ukrainiennes. De plus l'adhésion de la partie grecque de Chypre pollue le débat de l'adhésion de la Turquie.

Les capacités militaires mises au panier commun européen, même si elles se développent, restent insuffisantes. Les lacunes capacitaires sont encore grandes et les états majeurs de l'Europe refusent de se partager séparément les différents domaines à couvrir de peur de perdre leurs capacités d'intervention en autonome. Les budgets militaires étant ce qu'ils sont en Europe, l'équation est difficile à résoudre.

Pour évoluer vers une Europe puissance, les défis auxquels l'Europe doit répondre sont importants. Ils demandent une volonté et une énergie considérables. Cette volonté ne doit pas se perdre dans des politiques intérieures confuses et aux portées lourdes de conséquences. Même s'il est clair que la constitution européenne aurait dû être adoptée avant l'intégration des nouveaux états membres, qui ont considérablement complexifié sa gestion, il est tout aussi évident qu'une constitution européenne est un premier pas incontournable pour permettre à l'Europe de s'orienter vers un statut de puissance.